PIQUET, Nathalie, *Charbon-Travail forcé-Collaboration. Der nordfranzösische und belgische Bergbau unter deutscher Besatzung, 1940 bis 1944*

Damien Thiriet

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/1866>

DOI : 10.4000/ifha.1866

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Référence électronique

Damien Thiriet, « PIQUET, Nathalie, *Charbon-Travail forcé-Collaboration. Der nordfranzösische und belgische Bergbau unter deutscher Besatzung, 1940 bis 1944* », *Revue de l'IFHA* [En ligne], Date de recension, mis en ligne le 01 janvier 2009, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/1866> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ifha.1866>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

©IFHA

PIQUET, Nathalie, *Charbon-Travail forcé-Collaboration. Der nordfranzösische und belgische Bergbau unter deutscher Besatzung, 1940 bis 1944*

Damien Thiriet

- 1 Cet ouvrage, résumé d'une thèse soutenue en 2007, s'inscrit dans un programme de recherche sur le travail forcé dans les bassins miniers allemands en 1939-1945, étendu actuellement aux pays occupés. N.P. a ainsi pris pour angle d'attaque les pressions productivistes allemandes. Sa perspective comparatiste permet d'éclairer sous un nouveau jour le quotidien de bassins trop souvent décrits dans un cadre uniquement national ou régional. Le rattachement du Nord-Pas-de-Calais à l'administration militaire de Bruxelles aurait pourtant dû susciter plus d'études de cette envergure. Il suffit de lire les lignes consacrées aux lieux de mémoire patriotiques que sont devenues les grèves de mai-juin 1941 pour saisir l'utilité de cette démarche. Le contraste entre le pragmatisme des Allemands lors de la « grève des cent mille » en Belgique et leur brutalité en France n'avait pas été suffisamment relevé. Il ne s'explique pas seulement par des différences de régime d'occupation (le gouverneur de Lille, Niehoff, était réputé pour sa brutalité). Les autorités militaires se montrèrent en effet compréhensives à l'égard des ouvriers belges, dont ils jugeaient les revendications fondées. En revanche, elles accusèrent les grévistes français d'avoir posé un acte politique, de concert avec l'administration vichyste obsédée par la lutte contre le communisme. Une lecture politique de ces grèves, dont les motivations étaient plutôt liées aux conditions de vie, s'est ainsi imposée dès 1941.
- 2 Après un rappel historique remontant à la Première Guerre mondiale, N.P. présente le régime d'occupation des bassins miniers. Elle décrit ensuite en détail les relations de travail et leur impact sur les conditions de vie des travailleurs, sous-alimentés durant

toute l'occupation. Malgré les mesures prises pour améliorer le rationnement, les portions des mineurs restèrent toujours insuffisantes et inférieures à celles de leurs collègues de la Ruhr. L'occupant cherchait d'ailleurs à maintenir cet écart pour susciter des départs volontaires en Allemagne. La sous-alimentation, jointe à la réduction des écarts de salaire entre le travail au fond et l'industrie, rendait utopique la hausse de la production de 25% exigée par l'occupant et provoqua une fuite des mineurs qualifiés vers d'autres secteurs industriels. La dernière partie de ce long chapitre est consacrée aux travailleurs forcés. Tandis que ceux-ci formaient près de 40% de la main d'œuvre employée dans la Ruhr, les travailleurs forcés ukrainiens et les prisonniers de guerre soviétiques ou serbes ne dépassaient pas 5% des effectifs du Pas-de-Calais et 1% de ceux des bassins wallons. Même en Campine, où les conditions d'exploitation se rapprochaient de celles de la Ruhr, ces contingents représentaient un peu moins de 15% de l'effectif total. Ils ne répondirent jamais aux attentes des occupants, leur rendement ne dépassant guère 40% de celui des autochtones. Leurs conditions de vie furent par contre plus enviables que celles de leurs homologues travaillant en Allemagne, car ils pouvaient compter sur la solidarité des populations locales. Un dernier chapitre présente la situation après-guerre, explosive dans le Nord-Pas-de-Calais, consensuelle en Belgique où patrons et syndicats s'étaient concertés de longue date pour préparer le départ de l'occupant.

- 3 L'un des principaux intérêts de cet ouvrage est de montrer combien l'expérience d'avant-guerre conditionna les réactions des charbonnages sous l'occupation. En Belgique, 1914-1918 servit de référent. Les Mines avaient été accusées après-guerre de collaboration. La « doctrine Galopin » entendait tirer les leçons de cet épisode. En travaillant pour les Allemands, les directions cherchaient à maintenir sur place la main d'œuvre belge (les déportations de 1916 avaient traumatisé l'opinion publique) et à minimiser leur participation à l'effort de guerre. Dans le Nord-Pas-de-Calais, l'occupation passa presque au second plan. Elle fut perçue comme un moyen de renouer avec de « bonnes » relations de travail, marquées depuis le début des années trente par les fortes pressions productivistes exercées par l'encadrement. L'occupation offrait un contexte favorable au rétablissement d'une discipline remise en cause par le Front Populaire, sans laquelle on pensait l'exploitation impossible. En octobre 1944, Henri de Peyerimhoff, directeur du CCHF, assurait encore qu'une nationalisation ruinerait les mines car elle ferait la promotion de la paresse... Cette conception managériale doublée d'une hantise du communisme allait au-devant des vœux de l'occupant, qui reçut ainsi des listes de grévistes en 1941. Elle explique pourquoi la production s'est maintenue à un haut niveau jusqu'au printemps 1944, alors qu'elle chuta en Belgique dès 1943.
- 4 Cet ouvrage clair renouvelle incontestablement l'historiographie de la région. On peut toutefois regretter que ce tableau relativement complet aborde peu la dimension religieuse, alors que le Pas-de-Calais fut marqué par les dévotions du Grand Retour. Signalons aussi que l'index des noms est incomplet. Enfin, si l'on ne peut que s'incliner devant la richesse linguistique d'une étude mobilisant l'allemand, le français, l'anglais et le flamand, on s'étonnera du choix éditorial consistant à tout citer en langue originale, sans traduction.
- 5 Damien THIRIET (Université de Cracovie)